

<http://divergences.be/spip.php?article2300>



Jean-Pierre Garnier

Brésil-France, même combat ?

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Jean-Pierre Garnier - Textes -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le 26 novembre 2010, la police militaire de Rio de Janeiro reprenait la favela Vila Cruzeiro, située au nord de la capitale, aux trafiquants de drogue qui avaient pris la fuite, au terme d'une opération spectaculaire télévisée, appuyée par six blindés. Près de 200 policiers d'élite et fusiliers avaient été déployés pendant plus de cinq heures pour déloger les « narcos » de ce quartier.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH217/vila-cruzeiro-really-work-2-c52d6.jpg>

Après cinq jours d'affrontements armés, on comptait, selon le Secrétaire à la sécurité, José Beltrame, au moins une trentaine de morts parmi ces derniers, 180 arrestations et près de 60 véhicules incendiés. Sept autres personnes, des « narcos » selon la police, avaient été tuées durant l'après-midi de la veille à l'issue d'une autre opération menée par 200 policiers dans la favela de Jacarezinho. Ces agents avaient ensuite prêté main forte aux effectifs déployés à Vila Cruzeiro.

Toujours selon la version policière, près de 200 « narcos » armés avaient gravi la colline en courant, tandis que d'autres s'échappaient à moto ou en voiture. Ils cherchaient refuge dans une favela voisine du Complexo do Alemão, considéré comme l'un des bastions du crime organisé à Rio. Celui-ci sera investi à son tour avec des moyens plus impressionnants encore, l'armée brésilienne venant à la rescousse des policiers pourtant déjà militarisés : 2 600 parachutistes appuyés par des chars et des hélicoptères.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH254/Police_Rio-dcc5d.jpg

Les trafiquants s'étaient regroupés à Vila Cruzeiro après l'installation d'« unités de police pacificatrices » (Upp) dans treize avelas de Rio d'où ils avaient été chassés. D'après les services de renseignement, deux grandes factions rivales de délinquants avaient conclu une trêve pour s'unir et tenter de déstabiliser ces unités. Il s'agissait du Comando vermelho (Commando rouge) et de l'ADA (« amis des amis ») qui dominent les deux plus grandes favelas de Rio, celles de la Rocinha (sud) et du Complexo do Alemão (nord). Dix prisonniers, tous trafiquants de drogue, incarcérés à Rio et accusés de commander ces attaques, furent immédiatement transférés vers des prisons de sécurité maximale de l'État du Parana (sud) et de l'Etat amazonien de Rondonia (nord) à des milliers de kilomètres de Rio. Les autorités affirmaient que les violences auxquelles

ils se livraient dans les lieux qu'ils avaient investis avaient constitué une riposte à la création des « Upps ». Mais en quoi consistent donc ces unités policières « pacificatrices » ? Pour faire court, ce sont une version hard de la « police de proximité ».

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L268xH400/sao_Tag61-cf720.jpg

Créées en 2008 et censées « rétablir la paix et les services de l'État » dans les favelas contrôlées par les trafiquants, elles ont pris le relais... sur le papier, du BOPE (Bataillon des opérations de polices spéciales) à la fâcheuse réputation. Sous couvert d'éliminer une « économie parallèle » fondée sur la délinquance et la violence, cette « troupe d'élite », pour reprendre l'intitulé d'un film à succès consacré à sa promotion, est composée de durs à cuire formés au tir rapide et au combat de rue. Ils s'employaient à éliminer physiquement la « racaille » de l'espace urbain qu'ils avaient quadrillé, en pratiquant la torture, comme « nos paras » durant la bataille d'Alger, et, pour arrondir leur fins de mois, en faisant des heures supplémentaires pour se livrer à des exécutions extra-judiciaires « pour l'exemple » financées par des commerçants. En fait, les « rambos » des « Upp » ont été recrutés en partie dans les rangs du BOPE et recourent aux mêmes méthodes expéditives, avec toutefois un bémol pour les tortures et les exécutions extra-judiciaires. Autre différence : à la différence du BOPE, spécialisé dans les opérations « coup de poings » sans lendemain, les Upps s'installent à demeure pour contrôler la population de façon permanente.

Dans la nuit de jeudi à vendredi précédant l'invasion de Vila Cruzeiro, le ministère de la Défense avait annoncé que

800 militaires, 10 blindés supplémentaires et deux hélicoptères ainsi que du matériel de vision nocturne seraient déployés à pour appuyer la police. Une grande première en matière de répression dans un pays pourtant riche en traditions dans ce domaine, encore que ce ne soient plus les « subversifs » communistes ou castristes qui soient visés comme à la belle époque du régime des « gorilles » galonnés.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/sao_Paulo_1-af7fc.jpg

« Aujourd'hui, Vila Cruzeiro appartient à l'État », se félicitera José Beltrame, même si les autorités restaient toujours en alerte dans le reste de la ville et que de nouvelles opérations policières étaient prévues pour le jour d'après. « La reprise d'un territoire de l'État qui était considéré par les narcos comme un endroit sûr prouve que la police peut entrer où elle le veut », s'était de son côté glorifié le chef de la police civile, Alan Turnowski. « Nous avons fait un pas important, mais ce n'est pas gagné », avait ajouté José Beltrame. « Nous savons que c'est une voie sans retour. On ne peut plus pousser les ordures sous le tapis », avait-il précisé, oubliant que lesdites ordures ne sont que les déchets humains secrétés à jets continus par la société brésilienne, l'une des plus inégalitaires du monde.

Comme en France, où les « adjoints à la sécurité » ont été peu à peu remplacés dans les municipalités roses-vertes par des « adjoints à la tranquillité publique » pour aider la police à « reconquérir les zones de non droit », l'euphémisation est de mise au Brésil depuis l'arrivée à la présidence du pays de l'ex-leader syndical ouvrier Ignacio « Lula » da Silva puis, depuis le débat de cette année, de l'ancienne guerrillera Dilma Rousseff. Ralliée à son tour à l'« économie de marché », la gauche institutionnelle brésilienne a pris le relais de la droite en matière de répression dans les quartiers populaires, mais en procédant, elle aussi, à un aggiornamento terminologique pour masquer la brutalité accrue de la répression.

À quatre ans du Mondial de football au Brésil et six ans des jeux Olympiques programmés à Rio, les autorités cherchent à reprendre le contrôle de plusieurs quartiers de la ville aux narcotrafiquants, notamment ceux qui surplombent les installations construites à grands frais pour accueillir ces « événements », en déployant des moyens sans précédent.

« Je n'ai jamais vu ça ! C'est une véritable opération de guerre avec des blindés, mais c'est nécessaire. C'est la seule manière d'affronter les trafiquants installés dans la favela », opinait un directeur d'École à Vila Cruzeiro, chaud partisan du président « Lula » encore en fonction à l'époque, alors que la bataille faisait rage pour la reconquête de la favela.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L255xH388/sao061-9edf9.jpg>

En visite électorale à Cantagalo, autre favela « pacifiée » qui surplombe le quartier chic et branché d'Ipanema, dans la zone Sud de Rio, la dauphine de Lula, Dilma Rousseff, avait vanté les résultats de l'implantation à demeure des Upp : « Ce programme doit servir de modèle dans tout le Brésil, car améliorer la vie d'une communauté pauvre bénéficie à une ville entière ». Sitôt élue présidente, elle énoncera dans son premier discours devant le Congrès sa priorité : « La lutte la plus obstinée de mon gouvernement sera pour éradiquer la pauvreté extrême », ajoutant qu'il s'agissait d'un « engagement » qui devait être pris par toute la société brésilienne. Dans l'immédiat, qui risque de durer, on se contentera d'éradiquer la criminalité. Au Brésil comme ailleurs, la « lutte contre la pauvreté » finit toujours par dégénérer en lutte contre les pauvres.

À Rio, près de deux millions d'habitants, soit un tiers de la population de la ville, vivent dans plus de 1.000 favelas. D'ici à 2014, une centaine d'entre elles doivent être « pacifiées » pour être livrées à la spéculation immobilière et au tourisme. Depuis quelques années, des tours opérateurs organisent des visites de certaines favelas de Rio de Janeiro, guidées par des miséreux embauchés sur place pour une poignée de cruzeiros par le gouvernement local et protégées par la flicaille. La demande concernerait 5% des touristes. Grâce à un téléphérique construit par une entreprise française, Poma, « la ligne qui permet d'atteindre de les cimes et les sites emblématiques de la planète », selon la pub du groupe, ils peuvent gagner le haut du Complexo do Alemão, également pris d'assaut en novembre

2010, sans risquer de s'égarer dans le dédale des ruelles conduisant au sommet. Inauguré par « Lula » peu après, il permet aux visiteurs de contempler le panorama grandiose de la baie de Rio hérissée de ses moros (« collines ») verdoyants, avec le fameux « Christ rédempteur » perché sur le « pain de sucre » dominant la mer.

Santa Marta, favela reconquise, elle aussi, est demeurée pestilentielle et peu sûre malgré le « nettoyage » en règle opéré par les « forces de l'ordre ». Comme d'autres favelas « sécurisées », elle reste plus jamais paupérisée. Quelques unes sont même emmurées pour « éviter la contamination » vers les quartiers huppés situés en contrebas.

« Aujourd'hui, je sais bien que la vente de produits illicites, cocaïne, marijuana ou crack, continue dans les ruelles », prévient la major Priscilla de Oliveira, à la tête d'un bataillon de 117 hommes veillant de manière « intrusive », selon certains observateurs, à la tranquillité des lieux à Santa Marta. « Mais, poursuivait la policière en chef, il n'y a plus d'armes aux points de vente et nous n'avons donc plus de morts à déplorer à cause de règlements de compte. Avant, les truands n'hésitaient pas à tirer. »

Comme dans nos « banlieues », peu importe la misère, le travail au noir et même l'« économie parallèle », si l'« ordre public » n'est pas perturbé.

« Après tout, c'est une bonne idée que les gens qui visitent le centre-ville et se détendent sur les plages, puissent également se balader dans les favelas, y rencontrer les habitants et avoir une idée de la manière dont ils vivent. Cette année, 2 791 touristes, la plupart étrangers, sont venus ici », se félicitait-elle. Or, on sait ce que vaut la « rencontre » des touristes nantis avec les « indigènes » dans la dèche, au Brésil comme dans d'autres pays latino-américains, d'extrême-orient ou africains.

« Ce n'est qu'un début, continuons le combat », telle pourrait être, en fin de compte, la devise des dirigeants politiques fédéraux et locaux « degauche » brésiliens qui rêvent de pacifier la plus grande partie des favelas de Rio d'ici le Mondial de football et les Jeux olympiques.

Et pour rendre la ville plus sûre donc plus attractive aux yeux des « investisseurs ». Le gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, apparemment peu préoccupé l'extension continue d'un habitat de fortune illégal dans les zones à risques situées au nord de la capitale, et qui allait se révéler mortifères pour des centaines d'habitants ensevelis sous les coulées de boue au début de l'années 2011, annonçait quelques semaines auparavant que 25 000 policiers supplémentaires allaient être engagés, portant ainsi 65 000 hommes les effectifs des forces répressives.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH226/sao_062-22bc7.jpg

En janvier 2011, quelques jours avant que des pluies torrentielles ne provoquent la catastrophe, les autorités de Rio faisaient publiquement connaître la prochaine cible de leur politique de « pacification » : la célèbre favela de la Rocinha, qui figure déjà dans les guides touristiques, la plus grande du Brésil où les gangs jouissent jusqu'ici d'« une totale impunité ». Comme la classe dirigeante brésilienne, toutes couleurs politiques confondues.

« En attendant, les cariocas réconciliés avec leur police, signalait un plumitif du journal de Rotschild, se pressaient en ce début d'année dans les nombreux cinémas qui programment Troupe d'élite 2 », toujours à la gloire des sbires sécuritaires du régime [1]. Mais l'ennemi, cette fois-ci est différent. Le film, qui battrait tous les records d'audience, met en scène une unité d'élite de la police aux prises non plus avec les abominables narcotrafiquants, mais avec les redoutables « milices des favelas ». D'où, diable, proviennent lesdites milices ? Des rangs de la police ou de l'armée !

Ce sont des déserteurs qui trouvent plus lucratif d'organiser le trafic de bouteilles de gaz ou d'eau potable dans les favelas, malgré le doublement des salaires déjà versés par l'État de Rio (1 000 réis soit environ 451 euros mensuels pour un policier sans grade), accordé par l'État fédéral et la municipalité pour inciter les fiers à bras sans emploi des

Brésil-France, même combat ?

« zones de non droit » à postuler pour intégrer les Upp. Un peu, comme en France, toutes choses égales par ailleurs, la SNCF, la RATP et les « sociétés de sécurité » recrutent dans les « cités » des supplétifs pour jouer aux flics afin de neutraliser les « voyous » issus de ces mêmes « zones sensibles ».

Cela dit, tout parallèle dressé entre la situation dans la métropole brésilienne et les événements survenus récemment à Aulnay-sous-bois, Villiers-le-Bel, à la Villeneuve de Grenoble et ailleurs en France, ainsi que les préparatifs militaro-policiers destinés à « reconquérir ces zones de non droit » dans l'hexagone, ne pourrait être que le fait d'esprits mal intentionnés. Certes, les trois sujets à l'ordre du jour un peu partout dans le monde aujourd'hui sont : l'appauvrissement des couches populaires, la corruption des « élites » et la violence qui en découle. Mais la France n'est pas le Brésil. Du moins, pas encore.

[1] *Libération*, 11 janvier 2011.